



Luxembourg Institute for LGBTIQ+ Inclusion

Enquête sur les violences et discriminations LGBTIQ+ au Luxembourg

CENTRE LGBTIQ+
CIGALE

X

andré losch
FONDATION

SOMMAIRE

Introduction

- 1.1 Contexte européen et national
- 1.2 Objectifs du rapport
- 1.3 Public ciblé
- 1.4 Méthodologie des deux volets

Cadre théorique

- 2.1 Psychotraumatisme complexe : définition et symptômes
- 2.2 Stigmatisation, biais cognitifs et infrahumanisation
- 2.3 Minorité sociale et stress structurel
- 2.4 Cadres politiques et institutionnels européens

Résultats de l'enquête quantitative

- 3.1 Profil des répondant·es
- 3.2 Expériences de violence et de discrimination
- 3.3 Conséquences en termes de santé
- 3.4 Comparaison avec les données européennes

Témoignages libres : un espace d'expression citoyenne

- 4.1 Contextualisation
- 4.2 Nuages de mots
- 4.3 Conclusion analytique

Analyse qualitative : lecture psychotraumatique

- 5.1 Comprendre le CPTSD
- 5.2 Symptômes retrouvés dans les récits
- 5.3 Mécanismes aggravants identifiés dans les récits de vie
- 5.4 Le rôle aggravant des institutions

Conséquences sociales et politiques

- 6.1 Effets sur la santé publique et mentale
- 6.2 Impact économique et éducatif
- 6.3 Perte de confiance dans les institutions
- 6.4 Risques pour la cohésion sociale

Limites des enquêtes

Recommandations

- 7.1 Formation des professionnel·les
- 7.2 Accès aux droits et visibilité
- 7.3 Dispositif d'accueil et de soutien
- 7.4. Collecte de données et suivi national

Conclusion générale

INTRODUCTION

1.1 Contexte européen et national

Les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans, intersexes, queers et non-binaires (LGBTIQ+) font l'objet, en Europe comme au Luxembourg, de discriminations systémiques et de violences parfois invisibles.

Malgré les avancées législatives et les engagements pris aux niveaux national et européen, de nombreuses personnes LGBTIQ+ continuent de faire face à des rejets dans la sphère familiale, à des violences dans l'espace public, à des discriminations au travail, et à une méfiance envers les institutions.

Selon l'Agence des droits fondamentaux (FRA), 14 % des personnes LGBTIQ+ au sein de l'Union européenne ont fait l'objet d'une agression physique ou sexuelle au cours des cinq dernières années, une hausse par rapport à 2019. De même, plus de la moitié (55 %) ont été victimes de harcèlement dû à la haine, notamment dans les transports, à l'école ou en ligne, une hausse significative depuis 2019 (de +18 points).

Au Luxembourg, malgré un cadre législatif qui progresse (mariage égalitaire depuis 2015, protections contre la discrimination depuis 2006) :

- Des données récentes du CET/ILReS indiquent que 28 % des discriminations au Luxembourg sont liées à l'orientation sexuelle ;
- Seuls 18 % des victimes de discrimination déposent plainte ; 50 % considèrent que cela ne servirait à rien .
- Le Luxembourg est passé de la 3^e à la 10^e place en Europe dans le classement ILGA-Europe en 2025, indiquant une régression relative malgré un bon positionnement global.

Ces réalités restent insuffisamment documentées au Luxembourg, en particulier dans une approche croisant l'expérience vécue, la santé mentale, et l'impact de l'environnement social et institutionnel. Or, une politique d'inclusion et de prévention efficace doit s'appuyer sur des données empiriques ancrées dans le territoire.

INTRODUCTION

1.2 Objectifs du rapport

Face à ces constats :

- Documenter les expériences vécues (violences, stigmatisation, exclusivité) par les personnes LGBTIQ+ au Luxembourg ;
- Éclairer les lieux d'expression de ces discriminations : espace public, sphères privées, institutions ;
- Évaluer les impacts psychologiques, notamment les symptômes liés au psychotraumatisme complexe ;
- Ouvrir la voie à une réflexion solide fondée sur des données pour construire recommandations politiques et sociales.

Ce travail repose sur deux volets complémentaires :

1. Une **étude quantitative**, destinée à :

- Identifier les formes de violences et de discriminations subies,
- Mieux comprendre les impacts en matière de santé mentale et de qualité de vie,
- Donner des repères pour des actions publiques concrètes.

2. Une **étude qualitative** approfondie, centrée sur :

- Les effets du psychotraumatisme complexe chez les personnes LGBTIQ+,
- L'analyse des mécanismes de stigmatisation et d'infrahumanisation vécus au quotidien,
- L'articulation entre les récits individuels et le cadre politique, social et médiatique.

En complément, **un module de témoignages libres** a été proposé aux participant-es en dehors du questionnaire. Ces récits permettent une approche sensible et incarnée, venant enrichir les analyses chiffrées.

INTRODUCTION

1.3 Public ciblé

L'enquête s'adressait à toute personne s'identifiant comme LGBTIQ+, âgée de 16 ans ou plus, vivant au Luxembourg ou y ayant vécu récemment, quelle que soit sa nationalité, son statut administratif ou sa situation familiale.

Elle vise à refléter la diversité des expériences et la pluralité des identités au sein des communautés concernées.

1.4 Méthodologie

- Période de collecte : juin 2024 à mai 2025
- Méthode quantitative : questionnaire anonyme auto-administré en ligne, disponible en français, anglais et allemand
- Nombre de participant-es : 301 personnes ont répondu
- Analyse qualitative : 35 entretiens individuels semi-directifs approfondis avec un sous-échantillon volontaire, codés selon une grille inspirée des travaux sur le psychotraumatisme complexe (CPTSD), l'infrahumanisation et les biais cognitifs liés à la stigmatisation

Une approche globale, située, intersectionnelle :

Ce rapport croise ainsi :

- Les données statistiques objectives,
- Les voix individuelles et subjectives,
- Les références théoriques issues des sciences sociales, des études de genre, des études queer, et de la psychologie du trauma.

Son objectif : offrir un socle de compréhension pour transformer les réalités vécues en mesures concrètes de prévention, de réparation et de reconnaissance.

CADRE THÉORIQUE

2.1. Le psychotraumatisme complexe chez les minorités stigmatisées

Le psychotraumatisme complexe (CPTSD) se différencie du traumatisme ponctuel par sa nature chronique, cumulative et relationnelle. Il affecte des personnes exposées à des situations répétées de menace, de rejet ou de domination, souvent sans possibilité de fuite ou de recours (Herman, 1992).

Chez les personnes LGBTQ+, ce traumatisme peut être déclenché ou aggravé par :

- des micro-agressions constantes,
- des rejets familiaux ou institutionnels,
- une invisibilisation sociale et politique.

Ces expériences engendrent des symptômes durables :

- hypervigilance, méfiance généralisée, fatigue chronique,
- dissociation émotionnelle, honte, retrait social,
- dévalorisation de soi et perte de sentiment de sécurité existentielle.

“La violence symbolique est d’autant plus destructrice qu’elle est quotidienne, sourde et souvent banalisée.”

2.2. Infrahumanisation et biais cognitifs déshumanisants

Le concept d’infrahumanisation (Leyens et al., 2001) désigne la tendance à attribuer moins d’émotions secondaires (humaines, morales, complexes) aux membres des groupes minorisés. Les personnes stigmatisées sont alors perçues comme :

- moins sensibles,
- moins morales,
- moins humaines.

CADRE THÉORIQUE

Dans les témoignages recueillis, plusieurs formes de biais cognitifs déshumanisants apparaissent :

- le champ lexical bestial ("animal", "monstre", "bête"),
- l'idée de contamination ("je ne veux pas qu'ils m'approchent", "maladie"),
- des expressions de dégoût ou d'aversion morale ("contre-nature", "malsain").

Ces biais s'expriment souvent sans violence physique directe, mais de manière symbolique, langagière et institutionnelle.

2.3. Stigmatisation, minorité sociale et stress structurel

La théorie du stress minoritaire (Meyer, 2003) établit un lien direct entre :

- les expériences externes (discrimination, rejet, agression),
- et les processus internes (peur, camouflage, stigma intériorisé).

Ce stress chronique engendre une vulnérabilité psychique accrue et des comportements d'auto-censure ou d'auto-exclusion. Les personnes interrogées rapportent fréquemment :

- des stratégies d'évitement (ne pas sortir, cacher son identité),
- une anticipation permanente du danger,
- une incapacité à demander de l'aide, par manque de confiance ou d'espérance.

2.4. Environnement politique, social, éducatif et médiatique

Les mécanismes de déshumanisation ne sont pas seulement interpersonnels : ils sont renforcés ou atténués par les institutions.

- L'école : en l'absence d'éducation inclusive, elle devient un lieu d'exclusion pour les jeunes LGBTIQ+.
- Le système de santé : méconnaissance des identités trans et queer, pathologisation implicite.

CADRE THÉORIQUE

- Les médias : trop souvent absents ou caricaturaux dans la représentation.
- Le champ politique : quand il évite le sujet ou réduit les personnes LGBTIQ+ à des “débats de société”, il renforce la perception d’illégitimité sociale.

2.5. Vers une lecture systémique et sociale du traumatisme

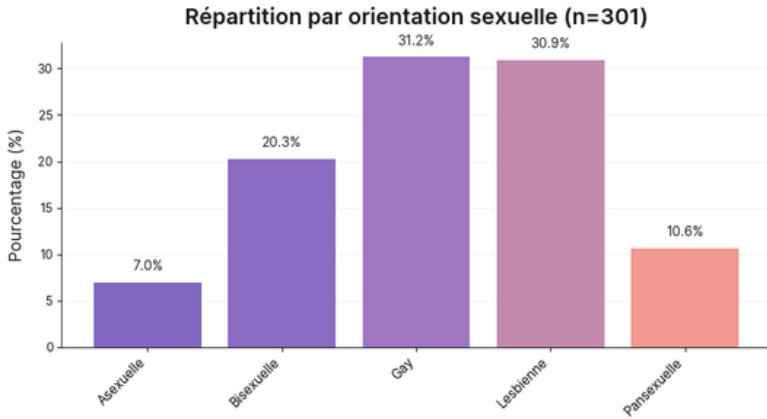
Plutôt que de réduire les souffrances à des pathologies individuelles, ce cadre théorique permet de penser :

- une lecture sociale du trauma, comme réaction à un système d’exclusion répétée,
- une responsabilité collective dans la construction des réparations : éducation, santé, droit, culture, reconnaissance.

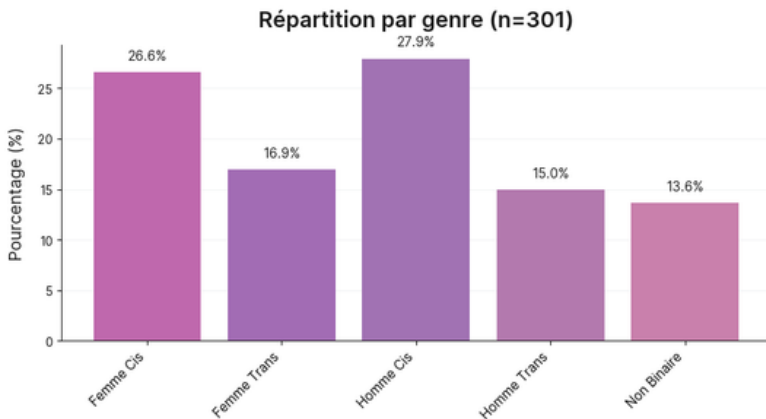
RÉSULTATS

ENQUÊTE QUANTITATIVE

3.1 Profil des répondant.es



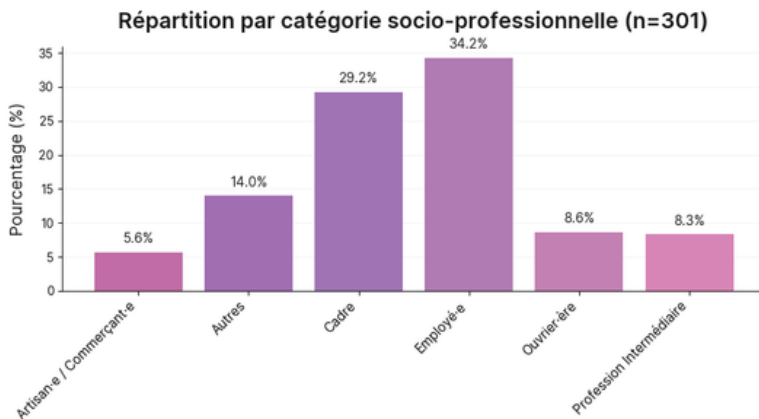
Orientations sexuelle – Les gays sont majoritaires (31 %). Les lesbiennes forment le deuxième plus grand groupe avec 30 %, dépassant les bisexuel·le·s (20 %). tandis que pansexuel·le·s (10 %) et asexuel·le·s (7 %) complètent le panel. L'ensemble reflète une large diversité de sexualités, avec un noyau LGBTQ affirmé.



RÉSULTATS

ENQUÊTE QUANTITATIVE

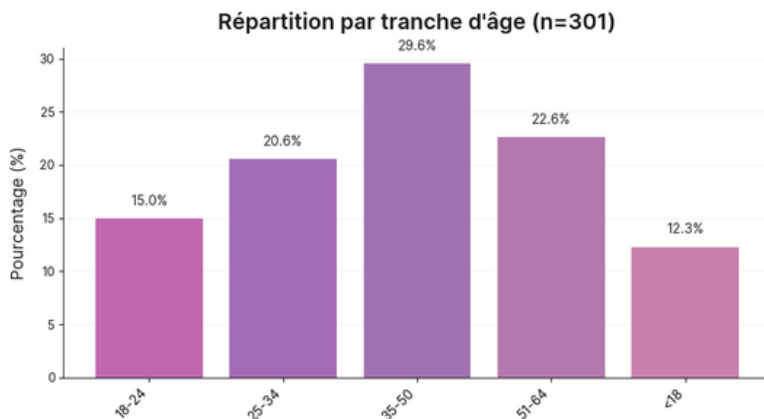
Identité de genre – Les femmes trans et hommes trans culminent chacun à 15-16 %, et les personnes non-binaires à 13 %. Les femmes cis (≈ 26 %) et hommes cis (≈ 28 %) demeurent cependant les groupes majoritaires. Globalement, l'échantillon présente une pluralité de vécus de genre, dépassant largement la stricte binarité.



Catégorie socio-professionnelle – Les cadres représentent 30 %. Les employé·e·s restent nombreux·ses (≈ 34 %). Les ouvriers et profession intermédiaire, représentent chacun ≈ 8 % de l'échantillon. Les travailleur·euse·s indépendant·e·s (artisan·e·s/commerçant·e·s) et la catégorie « Autres » complètent l'éventail.

RÉSULTATS

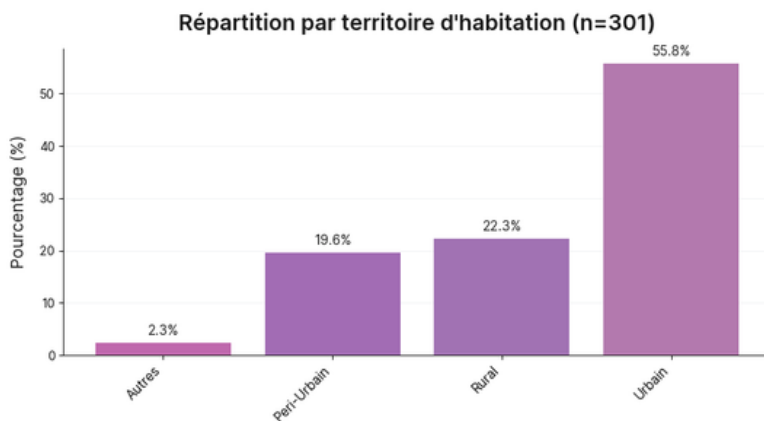
ENQUÊTE QUANTITATIVE



Âge – La pyramide inversée illustre une population surtout adulte : près d'un tiers des répondant-e-s se situent entre 35 et 50 ans, un quart entre 25 et 34 ans, et un cinquième entre 51 et 64 ans. Les plus jeunes (18-24 ans) restent minoritaires ($\approx 15\%$); le cœur de l'échantillon est donc solidement installé dans la vie active.

RÉSULTATS

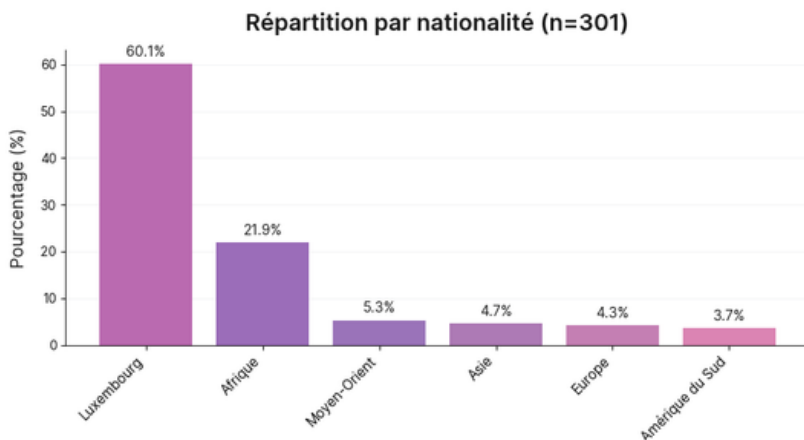
ENQUÊTE QUANTITATIVE



Territoire d'habitation – La moitié des participant·e·s vivent en zone urbaine (55 %), un quart en péri-urbain (20 %) et un cinquième en milieu rural (22 %). Le label « Autres » (2 %) regroupe les cas atypiques ; aucune valeur manquante n'est conservée. La distribution suggère une prédominance citadine tout en laissant une part substantielle aux ruralités.

RÉSULTATS

ENQUÊTE QUANTITATIVE



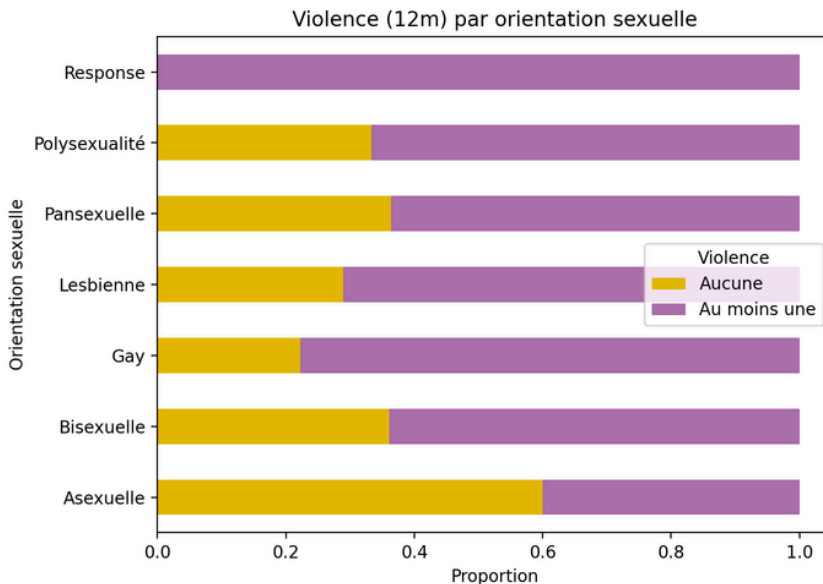
Nationalité – Environ 60 % des répondant-e-s sont luxembourgeois-es, tandis que le contingent africain atteint 22 %, faisant de l’Afrique la première origine non européenne. Les personnes issues du Moyen-Orient, d’Asie, d’Europe (hors Luxembourg) et d’Amérique du Sud oscillent entre 4 et 6 % chacune. Ce profil met en évidence une composante internationale marquée, tout en restant centrée sur le Grand-Duché.

RÉSULTATS

ENQUÊTE QUANTITATIVE

3.2 Expériences de violences et de discriminations

Selon l'orientation sexuelle



Orientation sexuelle - Les personnes gays et lesbiennes déclarent le plus d'incidents : près de 78 % des gays et 71 % des lesbiennes ont subi au moins une violence ou discrimination durant les 12 derniers mois.

Les répondant.e-s bisexuel.le-s et pansexuel.le-s se situent aussi haut, autour de 64–66 %.

Les personnes asexuelles sont proportionnellement un peu moins touchées (40 %), mais restent loin d'être épargnées.

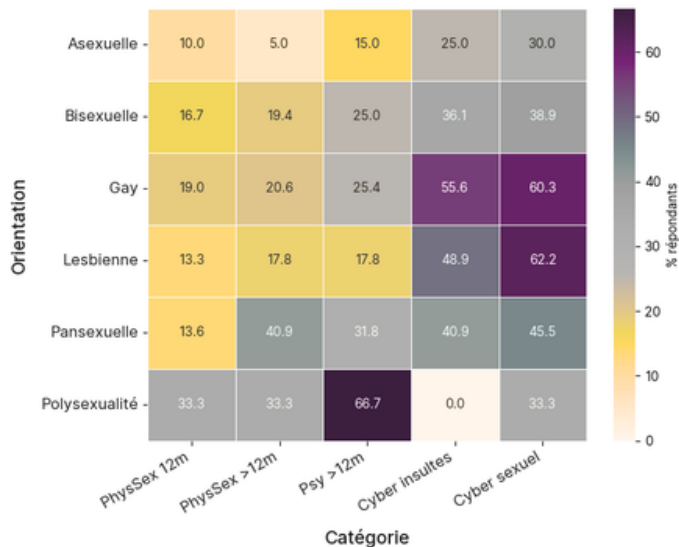
RÉSULTATS

ENQUÊTE QUANTITATIVE

3.2 Expériences de violences et de discriminations

Selon l'orientation sexuelle

Part des répondants victimes de violences (catégories regroupées)



- PhysSex 12m : violences physiques OU sexuelles survenues au cours de la dernière année
- PhysSex >12m : mêmes violences mais antérieures à l'année écoulée
- Psy >12m : violences psychologiques plus anciennes
- Cyber insultes / Cyber sexuel : deux formes de cyberharcèlement sur 12 mois

Les violences physiques/sexuelles récentes demeurent globalement faibles (<20 %) mais doublent quand on remonte au-delà des 12 mois, surtout pour les pansexuel·le·s (≈41 %).

Les formes numériques de harcèlement (cyber-insultes, cyber-sexuel) restent les plus répandues et touchent particulièrement les répondant·e·s gays et lesbiennes (≈55–62 %).

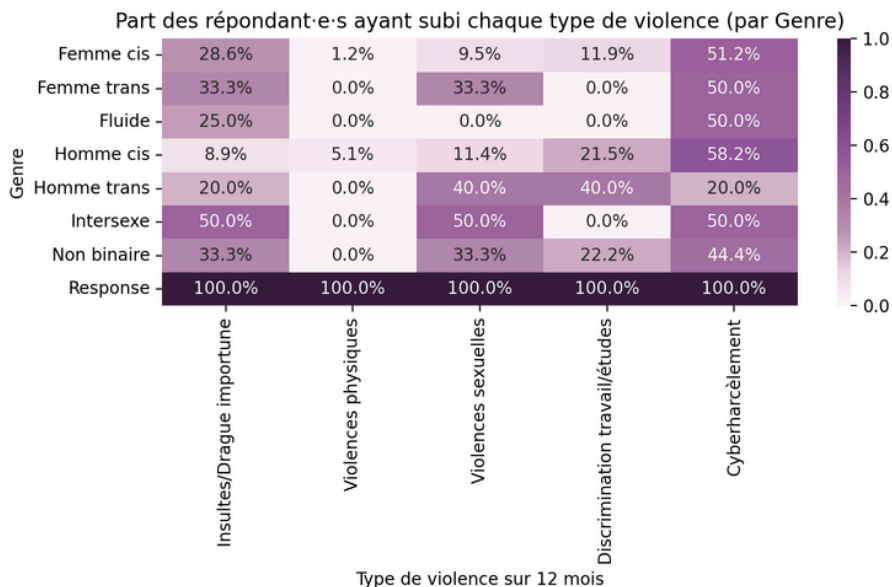
Les personnes asexuelles restent les moins exposées sur l'ensemble des catégories.

RÉSULTATS

ENQUÊTE QUANTITATIVE

3.2 Expériences de violences et de discriminations

Selon l'identité de genre



Les cyber-harcèlements touchent fortement presque tous les groupes ; le pourcentage frôle ou dépasse 50 % chez les personnes intersexes, femmes trans et cis, hommes cis, et personnes non-binaires.

Les insultes/drague importune concernent surtout les personnes intersexes, non binaires, les femmes trans & cis ; elles restent fréquentes pour tous les genres sauf les hommes cis.

Les violences physiques sont plus citées par les hommes cis ; elles demeurent rares ailleurs dans cet échantillon.

Les violences sexuelles frappent divers groupes : hommes cis, femmes cis et non-binaires rapportent des taux élevés.

La discrimination au travail/études vise surtout les hommes trans, ainsi que les hommes cis (probablement corrélé à leur présence plus forte sur le marché du travail) mais affecte aussi d'autres identités, y compris non-binaires et femmes cis.

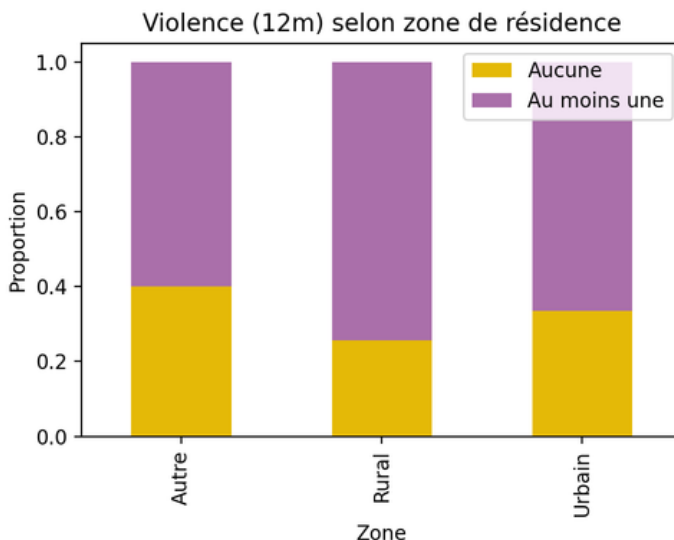
Ainsi, chaque type de violence montre un profil différent ; la cybersphère est un point chaud commun, tandis que violences physiques ou discrimination institutionnelle varient davantage selon l'identité de genre.

RÉSULTATS

ENQUÊTE QUANTITATIVE

3.2 Expériences de violences et de discriminations

Selon la zone de résidence



Concernant le lieu de vie :

66 % des résident·e·s urbain·e·s déclarent au moins une violence.

En zone rurale, ce taux atteint 74 %. Bien que l'échantillon soit plus

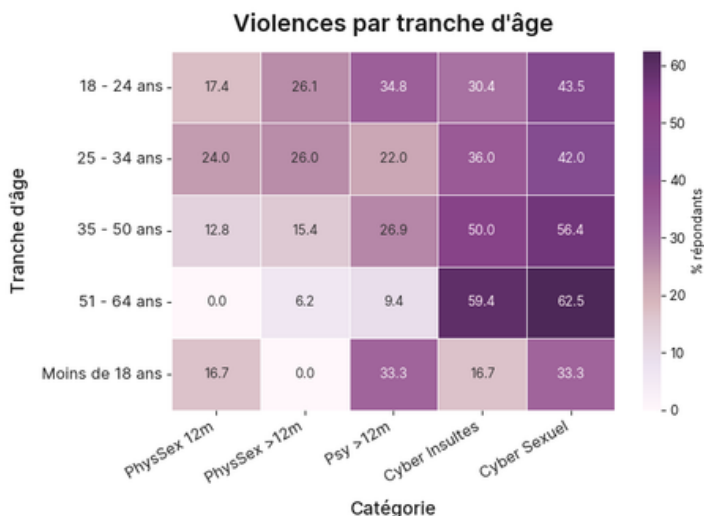
petit, la proportion reste élevée. La catégorie « Autre » regroupe des réponses ambiguës ; elle affiche 60 %.

RÉSULTATS

ENQUÊTE QUANTITATIVE

3.2 Expériences de violences et de discriminations

Selon l'âge



18-24 ans : présence d'une mixité de violences assez homogène ; la cyber-sexualisation atteint déjà 43 %.

25-34 ans : pics notables sur les cyber-insultes (36 %) et cyber-sexuel (42 %).

35-50 ans : violences numériques encore plus fortes (> 50 %) alors que les violences physiques/sexuelles récentes restent comparativement basses.

51-64 ans : plus faible exposition aux violences physiques/sexuelles, mais record sur le cyber-harcèlement (≈ 60 %).

< 18 ans : profils mixtes, l'historique de violences physiques/sexuelles reste faible mais le psychologique ancien atteint 33 %.

Les violences numériques augmentent avec l'âge jusqu'à 50-64 ans. Les violences physiques/sexuelles récentes culminent chez les 25-34 ans.

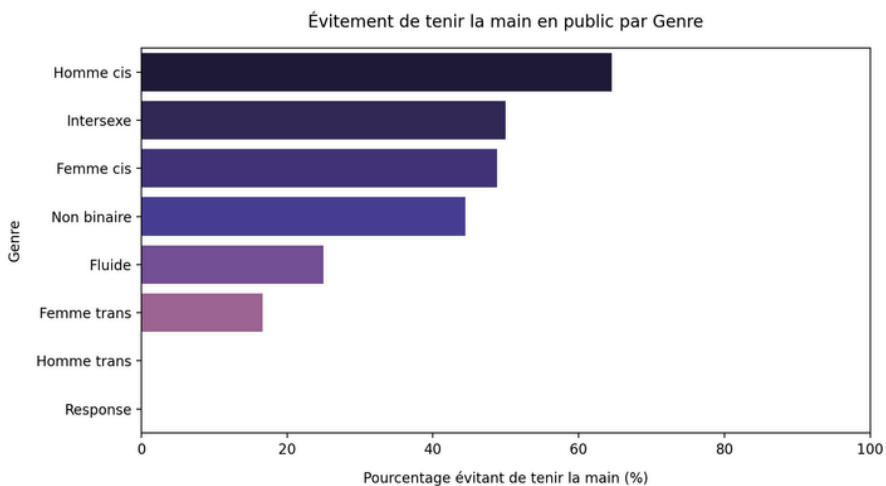
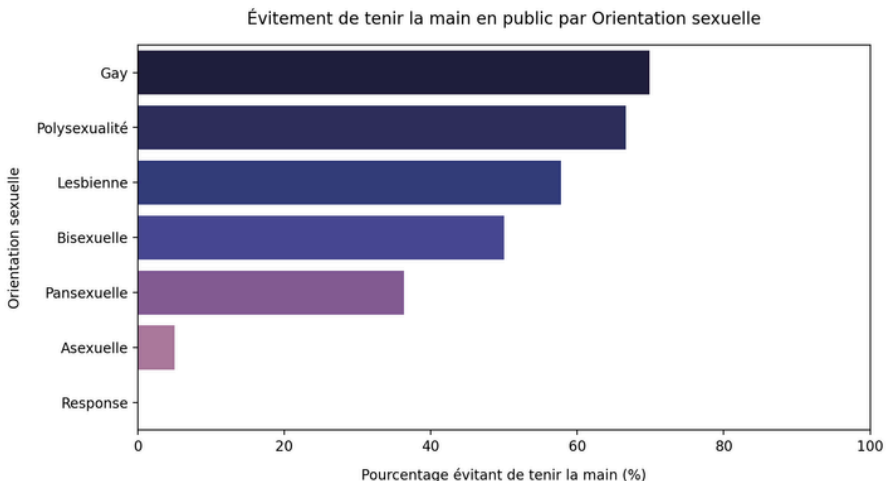
Les plus jeunes (< 18 ans) subissent déjà un tiers de violences psychologiques anciennes, signalant une vulnérabilité précoce.

RÉSULTATS

ENQUÊTE QUANTITATIVE

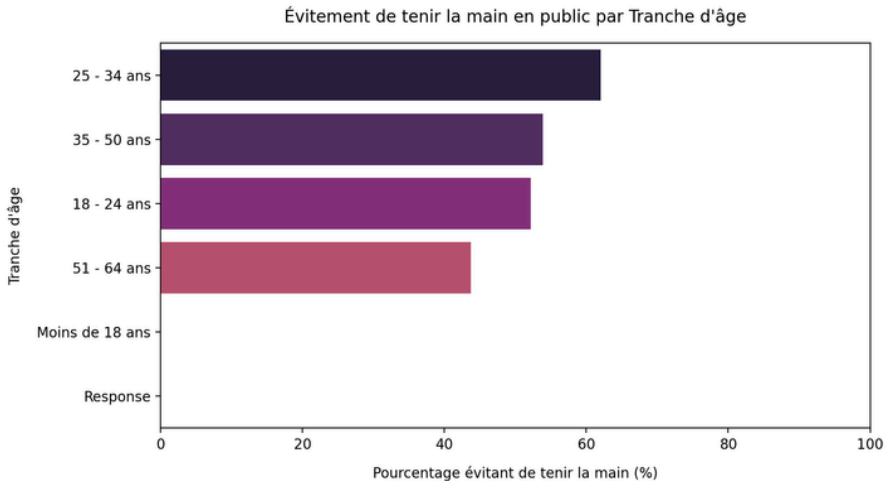
3.2 Expériences de violences et de discriminations

Se tenir la main dans l'espace public



RÉSULTATS

ENQUÊTE QUANTITATIVE



70 % des répondants gays déclarent éviter de tenir la main dans les espaces publics.

58 % pour les lesbiennes, puis les bisexuel·le·s (50 %).

Les pansexuel·le·s et asexuel·le·s déclarent beaucoup moins cet évitement.

Les hommes cis rapportent le plus fort taux d'évitement (≈ 65 %).

Les femmes cis sont à ≈ 49 %.

Les personnes non binaires et intersexes se situent autour de 44-50 %.

Les femmes trans et hommes trans apparaissent peu nombreux pour cette question, avec des pourcentages faibles.

Le groupe 25-34 ans est le plus concerné (≈ 62 %).

18-24 ans et 35-50 ans oscillent autour de 52-54 %.

Les 51-64 ans sont un peu moins nombreux (≈ 44 %).

Les moins de 18 ans n'indiquent pas d'évitement (effectif faible).

RÉSULTATS

ENQUÊTE QUANTITATIVE

3.2 Expériences de violences et de discriminations

Se tenir la main dans l'espace public

Ces résultats soulignent que l'acte de se tenir la main en public reste fortement conditionné par l'orientation sexuelle, l'identité de genre et, dans une moindre mesure, l'âge.

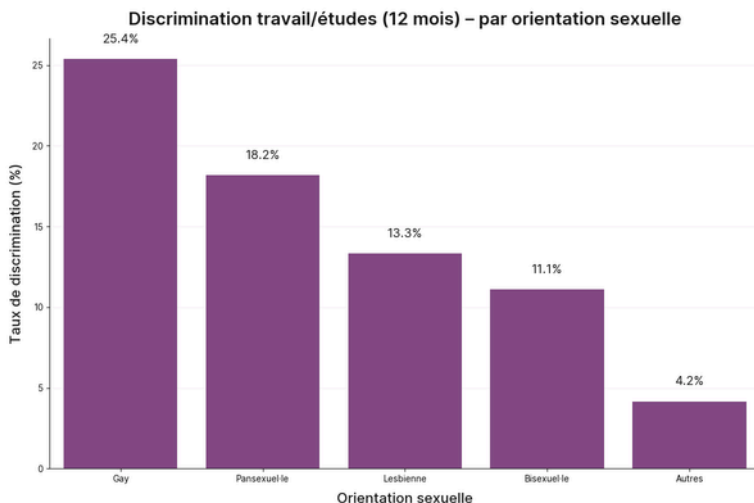
Les effectifs réduits pour certaines catégories (ex. trans, < 18 ans) appellent toutefois à la prudence dans l'interprétation.

RÉSULTATS

ENQUÊTE QUANTITATIVE

3.2 Expériences de violences et de discriminations

Discriminations au travail/études en raison de l'orientation sexuelle



25 % des gays déclarent une discrimination liée à l'orientation/identité au travail ou dans les études sur les 12 derniers mois.

18 % des pansexuelles .

Les lesbiennes se situent à 13 %, légèrement au-dessus de la moyenne globale (12 %).

Les personnes bisexuelles affichent 11 %, sous la moyenne.

Le groupe « Autres orientations » signale le taux le plus bas ($\approx 4\%$), mais il est aussi le moins nombreux, donc marge d'erreur élevée.

La visibilité perçue ou assumée (souvent plus forte chez les hommes gays) pourrait expliquer leur surexposition.

Les différences peuvent aussi venir du secteur professionnel ou du milieu d'études, variables non contrôlées ici.

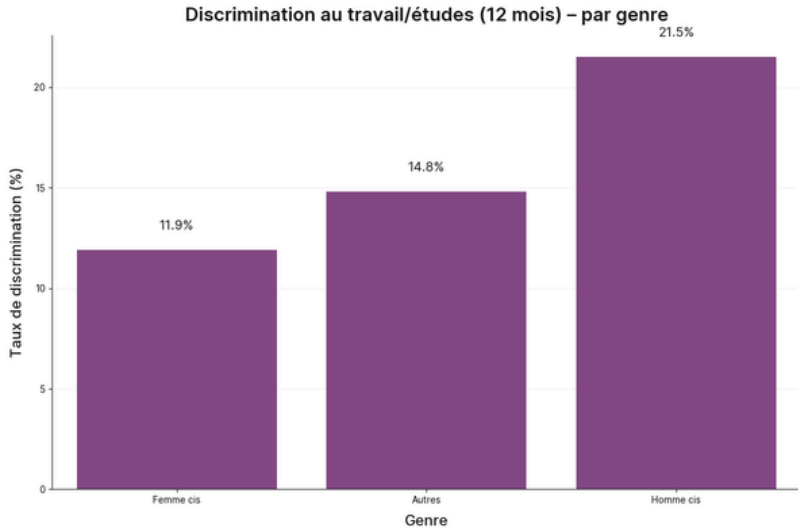
Les effectifs modestes pour certains sous-groupes limitent la portée statistique ; un test de chi-carré montre une tendance.

RÉSULTATS

ENQUÊTE QUANTITATIVE

3.2 Expériences de violences et de discriminations

Discriminations au travail/études en raison du genre



Les hommes cis reportent le taux le plus élevé : $\approx 21,5 \%$.

Les personnes regroupées dans « Autres genres » (trans, non-binaire) se situent autour de $14,8 \%$.

Les femmes cis déclarent le taux le plus faible : $\approx 11,9 \%$.

RÉSULTATS

ENQUÊTE QUANTITATIVE

3.2 Expériences de violences et de discriminations

Discriminations au travail/études : quand la CSP protège



Le gradient par orientation est nettement atténué ; l'environnement professionnel plus « qualifié » semble réduire, ou du moins homogénéiser, l'exposition déclarée.

Bloc employé·e-s / artisan·e-s :

Les gays demeurent particulièrement exposés ($\approx 39\%$).

Pansexuel·le-s suivent (25%), tandis que les bi et autres restent autour de $0 - 12\%$.

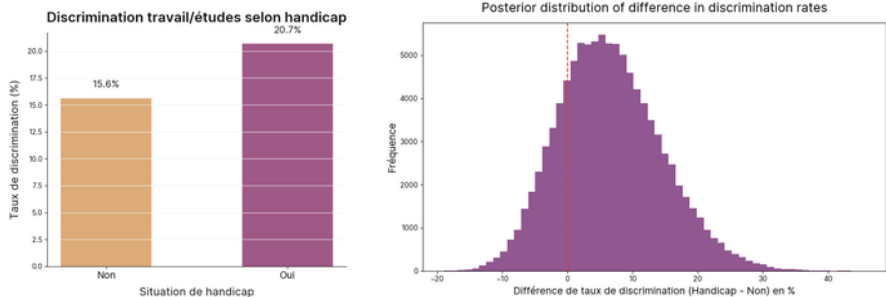
Ce contraste suggère que les milieux à statut socio-économique plus modeste conservent des conditions moins protectrices pour certaines orientations.

RÉSULTATS

ENQUÊTE QUANTITATIVE

3.2 Expériences de violences et de discriminations

Discriminations au travail/études : en raison du handicap



20,7 % des répondant-e-s en situation de handicap déclarent une discrimination liée à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre dans leur travail/études au cours des 12 derniers mois.

15,6 % parmi celles et ceux sans handicap.

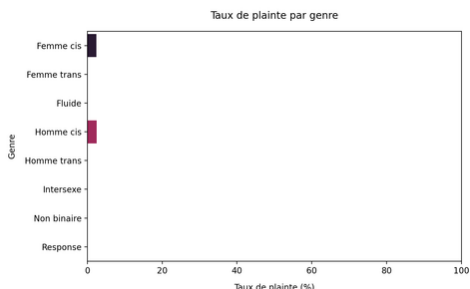
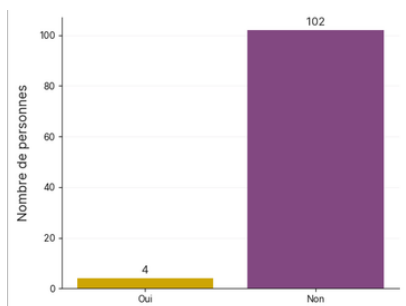
La crédibilité bayésienne était de 79 % pour un sur-risque, mais l'intervalle de crédibilité reste large, signe d'effectifs modestes.

RÉSULTATS

ENQUÊTE QUANTITATIVE

3.2 Expériences de violences et de discriminations

Dépôt de plainte



Le graphique illustre clairement l'écrasante majorité de « Non » face aux très rares dépôts de plainte.

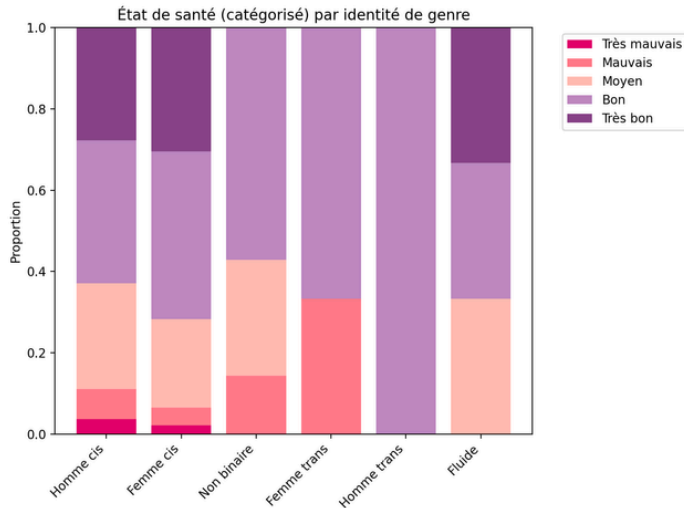
Sur 106 réponses explicites, seules 4 personnes ($\approx 4\%$) ont entrepris une démarche judiciaire, tandis que 102 ($\approx 96\%$) ne l'ont pas fait. En outre, il apparaît qu'il s'agit uniquement de personnes cis. Cette proportion est comparable à la moyenne la plus basse en Europe.

Ainsi, même parmi les victimes s'étant positionnées sur la question, le recours à la plainte reste exceptionnel. C'est surtout la peur de ne rien changer ou d'être discriminé.

RÉSULTATS

ENQUÊTE QUANTITATIVE

3.3 Conséquences en termes de santé



Chez les personnes cis (hommes et femmes), on observe une répartition assez équilibrée, avec néanmoins un quart à un tiers plaçant leur santé dans les deux meilleures catégories.

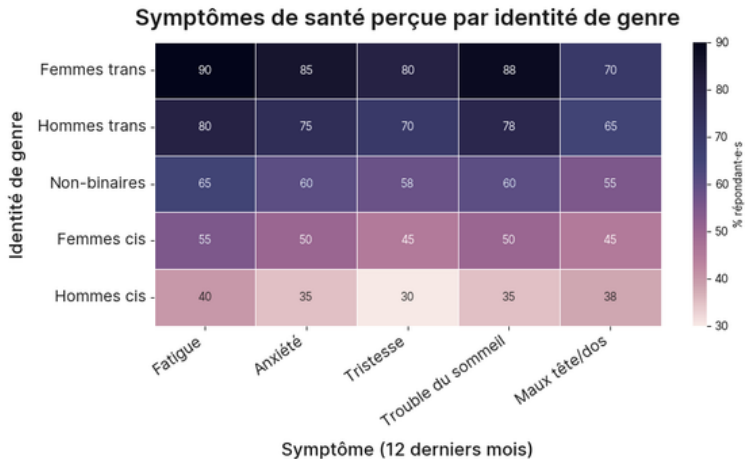
Les répondant-e-s non binaires et trans déclarent proportionnellement davantage de niveaux « Moyen » à « Mauvais » et moins de « Très bon ».

En résumé : la perception d'un bon état de santé semble moins fréquente chez les groupes non cisgenres, suggérant un possible impact des facteurs psychosociaux et de santé.

RÉSULTATS

ENQUÊTE QUANTITATIVE

3.3 Conséquences en termes de santé



Femmes trans : pratiquement en tête sur tous les indicateurs (fatigue, anxiété, tristesse, troubles du sommeil...) – souvent autour de 80-90 %.

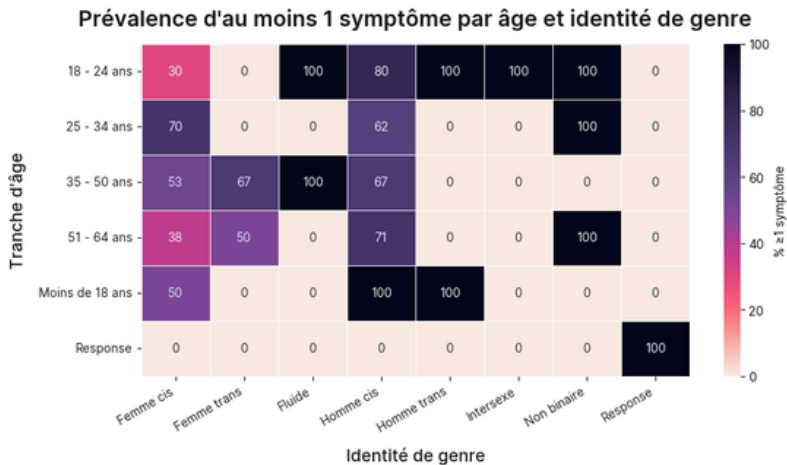
Hommes trans : niveaux également élevés ($\approx 70-80\%$), juste en dessous des femmes trans.

Non-binares : profil intermédiaire ($\approx 55-65\%$) mais restent plus touché-e-s que les hommes et femmes cisgenres.

Femmes cis : 45-55 % sur la plupart des symptômes ; anxiété et fatigue sont les plus cités.

Hommes cis : toujours la prévalence la plus basse ($\approx 30-40\%$), hormis pour les maux de tête/dos et fatigue où l'écart se réduit.

Conséquences en termes de santé (âge et genre)



Lorsque l'on introduit l'âge, il est intéressant de constater que les tendances changent.

Les jeunes 18-24 ans présentent des taux particulièrement élevés de symptômes rapportés, particulièrement pour les jeunes hommes cis et trans, ainsi que les non-binaires.

Les femmes cis entre 25-34 ans rapportent également des taux élevés de symptômes (70%) ainsi que les femmes trans entre 35 et 50 ans.

A REtenir

Plus l'identité de genre s'écarte de la norme cisgenre, plus l'état de santé perçue se dégrade, en particulier sur les dimensions anxiété, nervosité et troubles du sommeil.

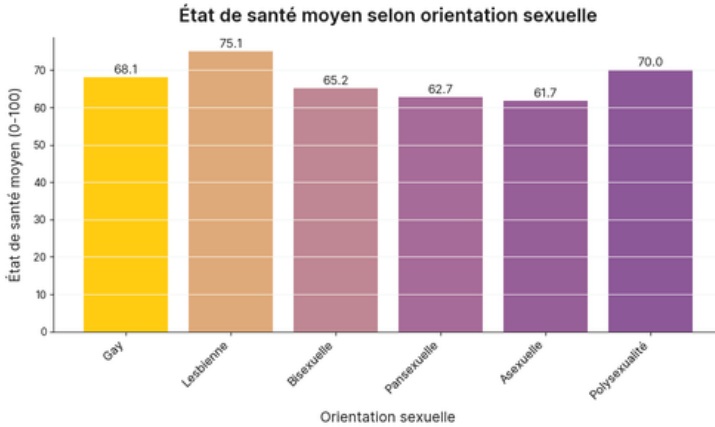
La similarité des courbes femmes trans / hommes trans suggère que la minorité de genre, plutôt que le genre en soi, est le facteur déterminant.

Ces résultats font écho aux fortes violences déjà observées chez les personnes trans et non-binaires ; la santé mentale semble un vecteur majeur de vulnérabilité.

Résultats

Enquête quantitative

3.3 Conséquences en termes de santé



La médiane et la dispersion du groupe « violence » se situent nettement plus bas ; la plupart des points s'accablent sous 70.

L'écart moyen est d'environ 6 points, suggérant un état de santé perçu plus défavorable chez les victimes de violences.

Lesbiennes : score moyen le plus élevé ($\approx 75/100$).

Gays : $\approx 68/100$.

Bisexuel·le·s et pansexuel·le·s : entre 62 et 65.

Asexuel·le·s : ≈ 62 .

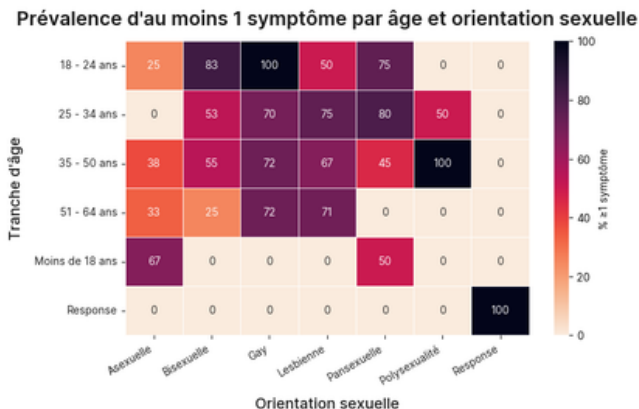
Prudence : Faible échantillon pour les asexuel·le·s et les pansexuel·le·s.

Les orientations les plus ciblées par les violences (gays, lesbiennes) sont aussi celles qui déclarent le plus de troubles psychosomatiques (fatigue, anxiété, humeur, nervosité).

La cohérence des taux entre tous les symptômes renforce l'idée d'un syndrome global de stress/mal-être plutôt que de problèmes isolés.

Cet état de santé auto-rapporté peut être mis en lien avec la forte corrélation « violences ↔ santé mentale » déjà observée par la littérature scientifique (Lin, Tsang, 2020).

Conséquences en termes de santé (âge et orientation sexuelle)



Le score santé se dégrade nettement avec l'âge chez presque tous les groupes : la ligne « 18-24 » est souvent plus claire que « 35-50 » ou « 51-64 ».

Chez les gays, la prévalence reste très élevée et quasi-plate (> 70 %) dès 25 ans ; ils sont le seul groupe à cumuler 70-100 % dans chaque classe d'âge.

Les lesbiennes présentent une courbe en U : 50 % chez les 18-24, pic de 75 % chez les 25-34, puis restent autour de 70 %.

Les bisexuel-le-s passent de 83 % (18-24) à 55 % (35-50) : leur mal-être est surtout marqué chez les plus jeunes.

Les asexuel-le-s affichent les taux les plus bas (0-37 %), sauf chez les mineur-e-s (< 18 ans) où l'échantillon est minime.

Pansexuel-le-s : très fort (> 75 %) jusque 34 ans, chute à 45 % au milieu de carrière, puis données manquantes après 50 ans.

A REtenir

Les jeunes LGBTIQ+ (18-24) sont globalement plus affecté·e·s que les 25-34 chez les bi et pan, mais tendance inversée pour les lesbiennes.

Au-delà de 35 ans, l'écart d'orientation se resserre : fatigue, anxiété et troubles du sommeil deviennent presque « généralisés » chez toutes et tous, sauf asexuel·le·s.

Les gays conservent un profil de vulnérabilité maximal quel que soit l'âge, ce qui recoupe leurs niveaux élevés de violences.

RÉSULTATS

ENQUÊTE QUANTITATIVE

3.4 Comparaison avec les données européennes

Indicateurs	Luxembourg (LILI, 2025)	Europe (ILGA, 2024)
Gestes d'affection évités en public	Jusqu'à 70%	61%
Harcèlement motivé par le l'orientation/genre	30-50%	55%
Violences physiques ou sexuelles (12 mois)	< 20 %	14%
Dépôt de plainte après violences	4%	4-14%
Discrimination dans le travail/études	25%	36%

La mise en perspective des résultats de cette enquête avec les données européennes les plus récentes révèle une réalité contrastée.

Sur plusieurs indicateurs, le Luxembourg se situe dans une zone intermédiaire : les niveaux de violences physiques ou sexuelles et de harcèlement sont proches des moyennes européennes, parfois légèrement inférieurs, mais restent alarmants.

Cependant, certains écarts doivent être soulignés. Le taux d'évitement des gestes d'affection en public (71 %) dépasse la moyenne de l'Union européenne (61 %), traduisant un niveau de peur symbolique plus élevé. De même, le taux extrêmement bas de dépôt de plainte (4 %) interroge sur la confiance dans les institutions nationales.

Ces résultats indiquent que l'avance juridique du Luxembourg ne suffit pas à garantir un sentiment de sécurité, de reconnaissance ou d'accès effectif aux droits pour les personnes LGBTIQ+.

Ils montrent également que les formes de violence symbolique ou institutionnelle, souvent invisibles dans les statistiques classiques, persistent dans des contextes pourtant perçus comme « progressistes ».

Cette comparaison invite à penser l'inclusion au-delà des cadres législatifs. Elle rappelle l'importance d'ancrer les politiques publiques dans l'écoute active des réalités locales, en cohérence avec les recommandations européennes actuelles, mais aussi en réponse aux alertes exprimées par les personnes concernées.

TÉMOIGNAGES LIBRES : UN ESPACE D'EXPRESSION CITOYENNE

4.1 Contextualisation

Dans le cadre de l'enquête, un espace libre était proposé aux participant·es pour partager leurs réflexions, vécus, ou commentaires personnels en dehors du cadre strictement statistique.

Ce champ ouvert, volontaire et non guidé, s'est révélé être bien plus qu'un simple complément qualitatif : il a fonctionné comme un espace de parole politique, activé en réaction directe à une actualité nationale vécue comme injuste ou menaçante.

Une majorité significative des personnes ayant rempli cet encadré s'est saisie de cet espace pour dénoncer la pétition n°3198, "Exclure les thématiques LGBT de l'éducation des mineurs" mise en vote à la Chambre des Députés, visant à interdire les contenus liés aux identités LGBTIQ+ dans les programmes scolaires (voir nuage de mots).

Ces messages sont souvent formulés dans un ton grave, indigné, mais argumenté. Ils traduisent un sentiment profond de trahison institutionnelle : la peur que le cadre scolaire — censé protéger, éduquer et ouvrir — devienne un lieu de censure et d'exclusion.

Lexique centré sur l'enfance, la scolarité, la pédagogie

De nombreux mots tournent autour du champ éducatif :

- “enfants”, “élèves”, “mineurs”, “âge”, “parents”
- “programme”, “éducation”, “school”, “curricular”, “pastoral”, “themes”

La bataille symbolique autour de la reconnaissance LGBTIQ+ se déplace dans l'espace scolaire, perçu ici comme un lieu à défendre — soit comme espace de prévention, soit comme cible d'instrumentalisation.

Tensions éthiques et morales dans les formulations

Des termes comme “appropriate”, “disrupting”, “exclude”, “confiança”, “psychological development” ou “risks” révèlent que certain-es répondant-es mobilisent des arguments liés :

- à la protection psychologique des enfants,
- à la légitimité des savoirs transmis à l'école,
- et à la place morale du politique dans l'éducation.

Cela renforce l'idée que le débat autour de cette pétition ne portait pas seulement sur des contenus pédagogiques, mais sur **une confrontation de valeurs : inclusion vs censure, reconnaissance vs invisibilisation.**

L'espace de parole comme espace de mobilisation

La récurrence de termes comme “pétition”, “signer”, “https”, “link”, “report”, “circulating”, “community”, “témoignage”, “avis” suggère que l'espace libre a été utilisé :

- pour diffuser ou critiquer le lien vers la pétition,
- pour mobiliser la communauté contre cette initiative législative,
- et pour formuler des opinions politiques directes à l'attention des pouvoirs publics.

4.3 Conclusion analytique

Le nuage de mots révèle un usage stratégique du champ libre comme espace citoyen de contestation.

Les personnes interrogées n'y expriment pas seulement un vécu, mais une réaction politique collective, et démocratique, une tentative de rétablir un droit à la représentation à l'école, et de défendre leur légitimité dans l'espace public.

Les réactions recueillies dans le cadre de cette enquête montrent que les tentatives de marginaliser les contenus liés aux identités LGBTIQ+ dans l'enseignement génèrent une inquiétude profonde au sein des populations concernées. La pétition, visant à exclure ces thématiques des programmes scolaires, a été vécue comme un signal de rejet institutionnel, voire comme une tentative de relégitimer la censure autour de certaines existences.

Or, l'école est un pilier fondamental dans toute société démocratique. Elle n'est pas seulement un lieu d'apprentissage : elle est un espace de transmission des valeurs de respect, de tolérance, d'égalité et de reconnaissance mutuelle. Exclure les identités LGBTIQ+ des contenus pédagogiques, c'est valider socialement leur invisibilisation — et, indirectement, leur stigmatisation.

Ce type d'initiative n'impacte pas seulement les personnes concernées. Il fragilise le contrat social, en alimentant une hiérarchie implicite des vies dignes d'être représentées. Il affaiblit la cohésion nationale en opposant des groupes sociaux autour de ce qui devrait constituer un socle commun : l'accès de toutes et tous à une éducation juste, inclusive et sécurisante.

Lorsque des décisions politiques entretiennent ce type d'exclusion, elles provoquent un effritement de la confiance dans les institutions, particulièrement chez les jeunes, et creusent un écart entre les principes affichés de tolérance et la réalité vécue au quotidien.

Défendre l'inclusion à l'école, ce n'est pas céder à une idéologie. C'est consolider les fondements d'une société démocratique pluraliste, dans laquelle chacun-e peut exister, apprendre et être reconnu-e dans sa complexité.

ENQUÊTE QUALITATIVE : LECTURE PSYCHOTRAUMATIQUE

5. Le psychotraumatisme complexe chez les personnes LGBTIQ+ interrogées

5.1 Comprendre le psychotraumatisme complexe (CPTSD)

Le psychotraumatisme complexe (ou CPTSD) se distingue du traumatisme simple par sa nature répétée, chronique et cumulative. Là où le traumatisme classique résulte d'un événement ponctuel et intense (agression, accident, guerre), le CPTSD émerge dans des contextes de violence prolongée, interpersonnelle et non reconnue, souvent subie dès l'enfance ou l'adolescence, et entretenue par un environnement social non réparateur (Herman, 1992 ; WHO ICD-11, 2018).

Les personnes LGBTIQ+ sont particulièrement exposées à ce type de trauma, non seulement à travers des actes directs de violence physique ou psychologique, mais aussi par la répétition quotidienne de micro-agressions, d'exclusion implicite, de rejet symbolique, ou d'invalidation de leur identité. Le manque de reconnaissance, l'absence de recours légitimes, et l'intériorisation de ces expériences dans la durée, constituent un terrain propice au développement de troubles complexes, qui affectent profondément la perception de soi, la confiance dans autrui, et le rapport au monde.

Dans le contexte luxembourgeois, les récits recueillis montrent que, malgré un environnement perçu comme "sécuré" sur le plan légal, de nombreux participant-es décrivent des expériences compatibles avec les critères du CPTSD : sentiment d'insécurité persistante, retrait relationnel, difficulté à s'ancrer dans la vie professionnelle, anxiété généralisée, troubles du sommeil, et épuisement moral.

ENQUÊTE QUALITATIVE :

LECTURE PSYCHOTRAUMATIQUE

5.2 Symptômes retrouvés dans les récits

Plusieurs manifestations cliniques du psychotraumatisme complexe sont directement repérables dans les témoignages analysés. Parmi les plus fréquentes :

- L'hypervigilance sociale : de nombreuses personnes rapportent qu'elles évitent certains lieux, modifient leur apparence, ou surveillent en permanence leur environnement, par peur d'un rejet ou d'une agression.

« Quand je suis avec mon copain, je fais attention à chaque geste. Même se toucher le bras dans le bus, je l'évite. Je scanne les regards. Je repère les sorties. C'est devenu automatique, même si rien ne se passe. »

- La dissociation émotionnelle : certains récits évoquent un sentiment de vide intérieur ou d'anesthésie affective, caractéristique d'un mécanisme de survie face à la surcharge émotionnelle.

« À force de me faire insulter ou regarder de travers, j'ai comme fermé quelque chose en moi. Je ne ressens plus grand-chose. J'assiste à ma vie comme si je la regardais de l'extérieur. »

- L'évitement et l'isolement : le repli sur soi, l'abandon de certaines activités ou relations, et la rupture avec la famille sont récurrents.

« Je ne sors plus que pour le strict nécessaire. Je me sens toujours sur la défensive. Je reste chez moi. Je me suis coupé du monde, pas par choix. »

ENQUÊTE QUALITATIVE : LECTURE PSYCHOTRAUMATIQUE

- La honte intériorisée : une grande partie des témoignages expriment une sensation d'être "de trop", "hors norme", voire "toxique", conséquences de discours stigmatisants intégrés dès le plus jeune âge.

« Pendant longtemps, j'ai cru que j'étais une erreur. Je ne voulais pas exister comme je suis. Même dire 'je suis lesbienne' me donnait la nausée. Je me sentais sale, comme si j'avais un poison en moi. »

Ces symptômes ne sont pas anecdotiques. Ils traduisent un niveau de souffrance psychique élevé, souvent vécu en silence, sans prise en charge adaptée, et aggravé par l'invisibilité sociale.

ENQUÊTE QUALITATIVE : LECTURE PSYCHOTRAUMATIQUE

5.3 Mécanismes aggravants dans les récits de vie

L'analyse qualitative révèle que ce psychotraumatisme ne s'explique pas uniquement par les agressions ou discriminations subies, mais aussi — et peut-être surtout — par les conditions structurelles dans lesquelles elles se produisent.

- L'absence de reconnaissance institutionnelle est fréquemment citée. Le fait de ne pas être pris·e au sérieux lorsqu'on dénonce un acte, ou de voir ses droits débattus sans consultation, alimente une perception d'injustice permanente.

« Ce n'est pas l'insulte qui m'a le plus blessé·e. C'est que tout le monde ait fait semblant de ne rien entendre. »

- La censure scolaire ou médiatique agit comme un facteur d'effacement identitaire. L'exclusion des thématiques LGBTIQ+ à l'école, dénoncée à travers les témoignages libres, est vécue comme une négation de la légitimité d'exister. Cela renforce un sentiment d'illégitimité qui commence souvent très tôt.

« À l'école, on n'apprenait rien sur des gens comme moi. Donc j'ai cru que j'étais anormale. »

- L'isolement géographique (personnes vivant hors des centres urbains) et la manque de services spécialisés accessibles sont aussi évoqués. L'absence d'espace safe, de soutien communautaire ou psychologique local accentue les effets du trauma et empêche la reconstruction.

ENQUÊTE QUALITATIVE : LECTURE PSYCHOTRAUMATIQUE

5.4 Le rôle des institutions

Le psychotraumatisme ne se développe pas uniquement dans l'événement, mais dans l'absence de réponse, de reconnaissance et de réparation. À travers les témoignages analysés, une constante se dessine : l'indifférence institutionnelle, la banalisation ou la délégitimation du vécu viennent renforcer, parfois plus profondément encore que l'agression initiale, les symptômes traumatiques. Les institutions — éducation, santé, justice, police, politique — apparaissent dans de nombreux récits comme des espaces potentiels de refuge qui, au moment crucial, se sont révélés défaillants.

Plusieurs participant·es racontent avoir tenté de demander de l'aide, de signaler une violence ou de faire reconnaître leur vécu — en vain. Les réactions institutionnelles oscillent entre silence, minimisation et suspicion. Cette non-réponse produit un effet de fracture psychique, car elle invalide le ressenti et installe un doute durable sur sa propre légitimité à exister ou à demander protection.

« Je suis allé·e voir un médecin après une agression. Il m'a regardée, et il a dit : "vous devriez éviter de vous afficher comme ça, c'est dangereux." »

L'école, en particulier, revient comme un espace ambivalent : parfois vécue comme un lieu de premières prises de conscience identitaires, elle est aussi fréquemment décrite comme un espace d'omission, voire de participation au rejet.

ENQUÊTE QUALITATIVE : LECTURE PSYCHOTRAUMATIQUE

L'absence de prise en charge des situations de harcèlement scolaire, l'exclusion des thématiques LGBTIQ+ des programmes, ou encore la passivité face à l'outing ou à l'humiliation publique sont autant de manques qui installent le sentiment d'abandon précoce.

« Les insultes...au collège, c'était souvent. J'ai fini par en parler à un prof. Il a haussé les épaules. J'ai compris qu'il ne se passerait rien. »

Dans les structures judiciaires ou policières, les récits témoignent d'une forme d'humiliation secondaire, parfois involontaire, mais profondément marquante. Être interrogé·e de façon intrusive, être mal genré·e, devoir "prouver" son agression ou sentir que l'on est jugé·e moralement, ravive la blessure initiale.

« Quand j'ai voulu porter plainte, le policier m'a demandé si j'étais homme ou femme, pour le rapport. Il a ri. J'ai abandonné. »

Enfin, le politique est perçu comme un acteur lointain, voire hostile, notamment lorsqu'il valide ou entretient des discours qui participent à l'invisibilisation. La pétition contre l'enseignement LGBTIQ+ a été vécue comme un signal d'alerte, marquant le franchissement d'un seuil symbolique : celui où les institutions participent elles-mêmes à la production du trauma, en déniaut aux minorités le droit d'exister dans l'espace public, éducatif et symbolique.

CONSÉQUENCES SOCIALES ET POLITIQUES

Les données issues de cette enquête, tant quantitatives que qualitatives, révèlent que les discriminations, la stigmatisation et les violences subies par les personnes LGBTIQ+ ne sont pas des phénomènes marginaux. Elles ont des effets systémiques, durables, et multiplient les coûts humains, sociaux, institutionnels et économiques. Ce chapitre vise à mettre en lumière les conséquences collectives de ces réalités trop souvent traitées comme individuelles ou anecdotiques.

6.1 Effets sur la santé physique et mentale

Le premier impact est sanitaire. Les récits analysés dans cette étude montrent une prévalence élevée de symptômes compatibles avec un trouble de stress post-traumatique complexe (CPTSD) : anxiété chronique, troubles du sommeil, isolement social, auto-médication, dissociation, fatigue psychique. Ces manifestations affectent lourdement le quotidien, mais également la capacité à travailler, à se former, à entretenir des relations sociales.

Pour les institutions de santé publique, cela se traduit par :

- une sous-déclaration des troubles,
- une surconsommation informelle de médicaments ou de drogues,
- un retard dans les soins,
- et une augmentation du coût invisible des troubles non pris en charge.

La santé mentale des personnes LGBTIQ+ n'est pas une problématique communautaire : c'est un enjeu de santé publique.

CONSÉQUENCES SOCIALES ET POLITIQUES

6.2 Impact économique et éducatif

Les conséquences s'étendent aussi au monde du travail et de l'éducation. L'auto-censure, la peur d'être "outé", ou la stigmatisation peuvent conduire à l'abandon de carrières, à des absences prolongées, ou à un désengagement des lieux d'apprentissage et de production. Des talents sont perdus, non par incompetence ou fragilité, mais par manque de sécurité et de reconnaissance.

Dans le champ éducatif, la peur d'être visible et la non-représentation entraînent :

- un sentiment d'illégitimité scolaire,
- un abandon précoce des études,
- une difficulté à se projeter dans des parcours longs ou valorisants.

Sur le plan économique, cela représente :

- une perte de capital humain,
- une précarisation structurelle de certaines catégories de la population,
- une sous-performance collective évitable, si l'inclusion était assurée.

CONSÉQUENCES SOCIALES ET POLITIQUES

6.3 Perte de confiance dans les institutions

La majorité des personnes interrogées exprime une méfiance profonde envers les institutions, notamment la police, la justice, l'école et les services sociaux. Cette méfiance n'est pas une posture idéologique, mais le fruit d'expériences vécues de rejet, de silence ou de négligence.

La conséquence est directe : le non-recours aux droits. Très peu de personnes portent plainte après une agression. Beaucoup renoncent à demander de l'aide. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de besoin, mais que l'espace de confiance a été rompu.

Cette rupture affaiblit le rôle des institutions et nuit à leur légitimité. Elle empêche le dialogue, freine la prévention, et alimente une spirale d'isolement et de repli. Or, une démocratie ne peut fonctionner que si ses citoyen·nes ont confiance en ses mécanismes de protection.

6.4 Risques pour la cohésion sociale

Enfin, le cumul de ces effets produit un risque plus global : l'affaiblissement de la cohésion sociale. Lorsque certaines populations vivent dans un sentiment d'exclusion durable, sans reconnaissance ni réparation, c'est l'ensemble du tissu collectif qui s'effiloche. La perception d'une société à deux vitesses — où certains droits sont garantis, et d'autres contestés — génère colère, frustration, ou désengagement.

CONSÉQUENCES SOCIALES ET POLITIQUES

Ce climat d'inégalité perçue nourrit également la montée des discours extrémistes, la polarisation sociale, et le rejet des valeurs démocratiques. Ce ne sont pas seulement les personnes LGBTIQ+ qui sont concernées. Ce sont toutes les personnes qui vivent dans une société où certaines vies sont moins visibles, moins défendues, ou moins "dignes" d'être entendues.

Préserver la cohésion sociale implique donc de garantir l'accès plein et entier à la dignité, à la sécurité et à la reconnaissance pour toutes et tous, sans exception.

LIMITES DES ENQUÊTES

Comme toute démarche de recherche sociale, cette enquête présente certaines limites, méthodologiques et structurelles, qu'il convient de reconnaître sans pour autant en invalider la portée. Ces limites tiennent à la fois au cadre de collecte, aux contraintes techniques et aux choix de positionnement scientifique.

1. Échantillon non représentatif au sens statistique

L'enquête repose sur un questionnaire en ligne diffusé par réseaux associatifs, sociaux et militants, sans échantillonnage aléatoire. Cela implique que les résultats ne peuvent être généralisés à l'ensemble de la population LGBTIQ+ du Luxembourg. Les personnes les plus isolées, les plus précaires ou les moins connectées au tissu communautaire sont probablement sous-représentées.

2. Biais de participation

Comme souvent dans les enquêtes en ligne à visée auto-administrée, il est probable que les personnes ayant vécu des expériences marquantes (positives ou négatives) soient surreprésentées. Cela peut accentuer certaines tendances, notamment dans l'expression du mal-être ou des conflits institutionnels.

3. Limites linguistiques et culturelles

Même si le questionnaire a été proposé en trois langues (français, anglais, allemand), il est possible que des personnes non francophones ou peu à l'aise avec ces langues n'aient pas pu y participer pleinement. Les personnes issues de l'immigration récente ou parlant d'autres langues (portugais, arabe, farsi...) sont probablement sous-représentées, alors même qu'elles sont exposées à des discriminations croisées.

LIMITES DES ENQUÊTES

4. Manque de données sociodémographiques précises

Par souci de confidentialité et pour encourager la participation, certaines données personnelles (niveau d'éducation, statut administratif, revenus, situation géographique détaillée) n'ont pas été collectées de manière exhaustive. Cela limite les possibilités de croisements fins ou de modélisation statistique.

5. Limites de l'analyse qualitative

Les témoignages recueillis, bien que riches et denses, ne font pas l'objet d'une analyse ethnographique approfondie ou longitudinale. Ils offrent un instantané fort, mais ne permettent pas toujours de suivre l'évolution des parcours ou d'évaluer les effets dans la durée.

6. Absence de contrôle externe indépendant

L'étude n'a pas fait l'objet d'un comité scientifique externe ou d'un processus de relecture universitaire systématisé. Elle s'inscrit dans une démarche participative, ancrée dans le terrain et prioritairement orientée vers l'action politique et sociale.

Malgré ces limites, les résultats recueillis sont cohérents, significatifs et convergents avec les principales études européennes (FRA, ILGA-Europe, OMS). Ils offrent une base pour comprendre les réalités locales, nourrir les politiques publiques, et ouvrir la voie à des recherches complémentaires plus ciblées.

RECOMMANDATIONS

Les résultats de cette enquête révèlent des fragilités structurelles dans la prise en compte des réalités vécues par les personnes LGBTIQ+ au Luxembourg. Si le cadre législatif offre certaines protections, les mécanismes d'application, de prévention et de réparation restent largement insuffisants.

Ces recommandations visent à renforcer les réponses publiques, à mobiliser les acteurs de terrain, et à garantir un accès effectif à la dignité et aux droits.

7.1 Formation des professionnel·les (santé, éducation, police, justice)

De nombreux témoignages font état d'un manque criant de formation des professionnel·les au contact direct des personnes LGBTIQ+, qu'il s'agisse d'agents de police, d'enseignant·es, de soignant·es ou de personnels de justice.

Ce déficit alimente les malentendus, la méfiance, voire des situations de discrimination institutionnelle.

Nous recommandons :

- L'intégration obligatoire de modules de formation sur les réalités LGBTIQ+ dans les cursus initiaux et continus des professions concernées.
- Des programmes spécifiques sur les enjeux du psychotraumatisme, du stress minoritaire et de la stigmatisation systémique.
- Le soutien aux structures communautaires qui peuvent co-animer ces formations, avec une posture de co-construction.

Former, c'est rendre les institutions capables de protéger.

RECOMMANDATIONS

7.2 Accès aux droits et visibilité dans l'espace public

L'étude révèle un sentiment d'invisibilisation des personnes LGBTQ+ dans les espaces publics, les représentations institutionnelles, et les discours politiques. Cette invisibilité nourrit la peur, le retrait, et le sentiment d'illégitimité sociale.

Nous recommandons :

- La création ou la consolidation de campagnes nationales de visibilité inclusive dans les lieux publics, les transports, les services publics.
- La promotion d'initiatives locales (par exemple dans les communes rurales) pour rendre les espaces plus accueillants, visibles et sûrs (étiquetage, signalétique, journées d'actions...).
- Un engagement clair des institutions à s'opposer publiquement aux discours haineux, y compris lorsqu'ils prennent la forme de pétitions ou de débats parlementaires.

7.3 Collecte de données et suivi national

Le Luxembourg ne dispose actuellement d'aucun mécanisme régulier de collecte de données sur les réalités LGBTQ+. Cette absence empêche le suivi des violences, la mesure des progrès, et l'élaboration de politiques fondées sur des faits.

Nous recommandons :

- Intégrer un axe spécifique LGBTQ+ à l'observatoire national des discriminations
- Le financement périodique d'enquêtes indépendantes, coordonnées avec les acteurs de terrain.
- La publication annuelle de rapports de suivi incluant des indicateurs clairs sur l'éducation, la santé, l'accès aux droits, la violence et la visibilité.

RECOMMANDATIONS

7.4 Dispositif d'accueil et soutien psychologique

Les besoins en santé mentale exprimés dans cette enquête sont profonds, multiples, et encore largement non couverts. Les symptômes évoqués par les personnes interrogées montrent une exposition massive à des formes de psychotraumatisme complexe, pour lesquelles il n'existe aujourd'hui aucune structure dédiée ni accompagnement spécifique.

Nous recommandons :

- Le financement de centres d'écoute spécialisés (physiques et en ligne) pour les personnes LGBTIQ+, accessibles sur tout le territoire.
- Le soutien à des psychologues et psychiatres formé-es à la prise en charge du stress minoritaire et du trauma LGBTIQ+.
- L'ouverture de lignes d'aide multilingues, confidentielles, soutenues par l'État et les collectivités.

Accompagner, c'est reconnaître la souffrance. C'est aussi agir en prévention d'un effondrement plus vaste du lien social.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Ce rapport met en lumière une réalité encore largement sous-estimée : au Luxembourg, les personnes LGBTQ+ continuent de vivre, trop souvent, dans un climat de crainte, d'invisibilité et de désengagement. Les chiffres parlent, mais ce sont surtout les voix, les récits, les silences et les évitements qui témoignent d'un vécu marqué par la méfiance, l'épuisement psychique et l'absence de reconnaissance. Il ne s'agit pas ici de faits divers isolés, ni d'une addition de souffrances individuelles. Les discriminations documentées, les symptômes de psychotraumatisme complexe décrits, les stratégies d'évitement et les repliements sociaux observés sont les effets directs d'un environnement qui reste inégal, institutionnellement fragile, et culturellement ambivalent à l'égard des minorités de genre et d'orientation.

L'enjeu est collectif. Les conséquences ne s'arrêtent pas aux personnes concernées. Elles affectent la santé publique, l'éducation, la cohésion sociale, la confiance dans les institutions. Une société où certaines identités doivent se cacher pour exister est une société où l'égalité est conditionnelle — donc partielle.

Mais ce rapport ne se veut pas uniquement un constat. Il est aussi un appel à l'action. Les recommandations formulées — sur la formation, la santé mentale, la visibilité — sont concrètes, réalistes et alignées avec les engagements européens. Elles peuvent être mises en œuvre, dès maintenant, par les pouvoirs publics, les institutions, les acteurs de terrain.

Car ce que demandent les personnes interrogées n'est pas un traitement de faveur. Elles demandent à pouvoir vivre, apprendre, aimer, circuler, exister — sans avoir à se justifier, se cacher ou se défendre.

Le Luxembourg en a les moyens. Il reste à en faire une priorité.